



LES GRANDS ENJEUX
L'AUSTÉRITÉ
INEFFICACE ET
CONTRE-PRODUCTIVE!

PAGES 8-9



ÉCONOMIE
FAIRE PAYER LES
MOINS NANTIS

PAGE 4

MENSUEL GRATUIT 15 000 EXEMPLAIRES
AVRIL 2015 VOLUME 31 NUMÉRO 3
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



OLÉODUC ÉNERGIE EST OU LA VOIE DÉSESPÉRÉE DE L'EXPORTATION

PAGES 10 À 13



CONTROVERSE :

PAGE 3

LOI ANTITERRORISTE C-51



PEUT-ON CRITIQUER
L'ÉTAT D'ISRAËL?

PAGE 5

Tous les intellectuels de ce monde...



Le maire de Saguenay invitait récemment tous les intellectuels de ce monde à rentrer chez eux. La même politesse s'adressait aussi aux gens de Greenpeace. Jean Tremblay les accusait tout à trac de vouloir fermer les usines, de répandre la désinformation, de défendre la survie des bélugas et des caribous plutôt que de sauver les travailleurs, d'afficher des airs de grands savants, d'être des terroristes puis d'aller chez Walmart au lieu d'encourager l'achat local.   a ne s'invente pas.

RÉAL BOISVERT

Cette sortie est un condensé à l'échelle municipale, du populisme cauteleux et de la démagogie rampante que l'on observe depuis longtemps parmi les députés au pouvoir à Ottawa. Le premier ministre lui-même donne l'exemple. Il préfère de loin Tim Hortons à la Bibliothèque nationale. Il répète à tout venant que Radio-Canada est un repaire de malveillants gauchistes inspirés par la détestation des valeurs conservatrices. Il fuit les journalistes comme la peste et lorsqu'il fait l'aumône d'une entrevue, c'est pour se confier, au grand plaisir

de ses partisans créationnistes, dans les pages du bulletin mensuel de Costco. Le député Maxime Bernier n'a pas lui non plus la réputation de s'enfarger dans les fleurs du tapis. Il est plus enclin à distribuer des Joe Louis aux troupes qu'à recevoir dans un salon littéraire.

Et ce ne sont pas les émules d'Ottawa qui manquent au Québec. « Les écoles ont assez de livres », disait sans g  ne l'ineffable Yves Bolduc. Et que penser de l'invitation du ministre des Transports Robert Po  ti aux épouses des élus : « Profitez

mesdames de votre séjour à Montréal pour magasiner dans les nombreux centres d'achats de la ville » ?!

Jusqu'ici on s'était habitué au fait qu'une bonne proportion de Québécois affichent un certain mépris envers les intellectuels. Mais depuis la sortie du maire Tremblay, dans la foulée de l'ère Harper et sur les ondes des radios parlées, le climat est devenu carrément délétère. Les intellectuels en général, ou en particulier les scientifiques, ceux qui se réclament d'une certaine culture lettr  e, les journalistes d'enquête, les travailleurs de l'état sont l'objet d'une haine soutenue. Ce sont les ennemis du progrès, des gens hostiles à tout développement économique et des empêcheurs de tourner en rond. Et l'amalgame se transforme en mot d'ordre : vous qui vous opposez aux gaz de schistes, aux oléoducs, au prolongement des

autoroutes, à l'exploitation des ressources forestières, au développement du Grand Nord, oui, vous tous, rentrez chez vous !

Dernièrement Pierre Foglia publiait une liste des 10 livres préférés que lui ont suggérés plus

Big Brother. Ce qui équivaut pour nous à : « l'austérité c'est la rigueur, la libre entreprise c'est la prospérité, la pauvreté c'est la paresse ».

Et cela arrive quand l'ignorance triomphe sur la connaissance,

Et l'amalgame se transforme en mot d'ordre : vous qui vous opposez aux gaz de schistes, aux oléoducs, au prolongement des autoroutes, à l'exploitation des ressources forestières, au développement du Grand Nord, oui, vous tous, rentrez chez vous !

de 10 000 lecteurs. 1984 de Georges Orwell arrivait en tête. Drôle de hasard. Ce livre, publié en 1949, est l'illustration d'une frappante actualité sur les ravages de la désinformation, le trucage de l'histoire, le nivellement par le bas et la mise au pilori des intellectuels. « La guerre c'est la paix, l'esclavage c'est la liberté, l'ignorance c'est la force » susurre inlassablement

l'intuition sur les données probantes, les clichés sur l'effort intellectuel. Ce qui revient à la revanche des Power Center sur le commerce de proximité, de l'asphalte sur la forêt boréale, des Hummers sur le transport en commun, du ratatinement collectif sur la souveraineté nationale. Méchant progrès !

SOMMAIRE

CONTROVERSE :

LOI C-51
PAGE 3

ÉCONOMIE
PAGE 4

HISTOIRE
PAGE 5

CHRONIQUE VOIR LE MONDE... AUTREMENT
PAGE 5

GRANDS ENJEUX :
AUSTÉRITÉ
PAGES 8-9

DOSSIER
PÉTROLE
PAGES 10    13

S'INFORMER,
PARTICIPER, AGIR
PAGE 14

MOTS-CROISÉS
PAGE 14

CARTE POSTALE
PAGE 14

CLUB DES NEXT
PAGE 15



HORIZONTALLEMENT : 2 CSN, 5 PUBLIC, 6 CSQ, 9 PARENT, 10 DROITS, 12 ACEF, 13 RÉMUNÉRATION, 14 ID  M. VERTICALEMENT : 1 SOLIDARITÉ, 2 COCTR, 3 FTO, 4 ÉGALITAIRE, 6 CHARTRAND, 7 ORPHELIN, 8 ANCIENN  T  , 11 STABLES.

la gazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Site : [Facebook.com/LaGazettedelaMauricie](https://www.facebook.com/LaGazettedelaMauricie)

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Président : René Schreiber
Directeur désigné : Jean-Claude Landry
Coordonnatrice : Mariannick Mercure
Conception graphique
et infographie : Martin Rinfret

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QU  B  C

g

**Facebook.com/
LaGazettedelaMauricie**

*Vous voulez recevoir le journal
gratuitement par courriel?*

*Nous soutenir financ  ri  ment,
devenir membre ou bénévole?*

**Écrivez-nous à
info@gazettemauricie.com**



POUR OU CONTRE

Le projet de loi antiterroriste C-51

MARIANNICK MERCURE



En janvier dernier, le gouvernement fédéral déposait le projet de loi C-51, dans le but d'élargir de manière importante les pouvoirs d'agences de sécurité comme le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) afin de prévenir les actes terroristes. Le projet de loi fait l'objet d'une vive controverse. D'un côté, il y a ceux qui, comme le premier ministre Harper, sont convaincus qu'il permet d'atteindre un équilibre entre le respect des libertés fondamentales et la lutte au terrorisme. De l'autre, il y a ceux qui, comme le Commissaire à la protection de la vie privée du Canada, estiment qu'il va beaucoup trop loin en accordant de nouveaux pouvoirs démesurés tout en proposant des mesures de protection de la vie privée nettement insuffisantes.

Pour permettre à ses lecteurs d'obtenir un son de cloche davantage régional sur la question, ce mois-ci la « chronique controverse » de La Gazette de la Mauricie donne la parole à deux députés québécois de la Chambre des communes ayant des vues diamétralement opposées sur le sujet.

JACQUES GOURDE,
DÉPUTÉ CONSERVATEUR DE LOTBINIÈRE—
CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE

Notre gouvernement conservateur a récemment déposé un projet de loi pour mieux protéger les Canadiens contre la menace réelle du terrorisme, qui est en constante évolution, et pour assurer la sécurité de nos communautés. Comme nous l'ont brutalement rap-pelé les attaques terroristes perpé-trées en octobre à Ottawa et à Saint-Jean-sur-Richelieu, le Canada n'est pas à l'abri de la menace du terroris-me. Grâce à la loi proposée, les agen-ces canadiennes de sécurité dispose-ront d'outils supplémentaires pour faire face aux menaces et pour mieux protéger les Canadiens ici au pays.

Afin d'aller dans le sens des mesures prises par nos alliés, le gouverne-ment prend des mesures supplémen-taires pour voir à ce que nos agences de sécurité puissent faire ce qui suit : contrer les individus qui font la pro-motion du terrorisme; empêcher les terroristes de voyager; prévenir les ef-forts déployés par ceux qui cherchent à faire du recrutement au Canada;

contrecarrer les attaques prévues en sol canadien. La loi proposée prévoit également des moyens d'assurer le respect des droits des Canadiens. De plus, ce projet s'assure de faire en sorte que les agences de sécurité puis-sent plus facilement détenir les terro-ristes présumés avant que ceux-ci ne fassent du mal aux Canadiens. Cette loi proposée veille également à voir à ce que les agences de sécurité nationa-le soient en mesure de mieux protéger et utiliser les renseignements classi-fiés au moment de refuser l'entrée ou le statut à des non-citoyens qui posent une menace pour le Canada.

Le premier devoir d'un gouvernement est de protéger ses citoyens. C'est pourquoi nous avons déposé la Loi an-titerroriste – pour que la police et les organisations chargées de notre sécu-rité nationale disposent des outils né-cessaires pour protéger les Canadiens.

ROBERT AUBIN,
DÉPUTÉ NÉO-DÉMOCRATE DE TROIS-RIVIÈRES



« ... protégera nos foyers et nos droits. »

Cette dernière strophe de l'hymne na-tional canadien décrit parfaitement le mandat qui incombe à tout gouverne-ment de mettre en place des mesures qui permettent à la fois d'assurer la sé-curité publique tout en garantissant la protection des libertés civiles... Nous ne sommes pas les seuls au NPD à avoir décrié ce projet de loi. Dès sa sortie, il fut critiqué par de nombreux experts, anciens premiers ministres, juges, analystes et par le commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui trouvent tous que ce projet ratisse trop large et qu'il demeure trop vague, ouvrant ainsi la porte à de nombreuses dérives. À titre d'exemple, je vais juste vous ré-su-mer la définition prévue pour décrire le concept d'activités portant atteinte à la sécurité du Canada, activités qui pour-raient donc être visées par les nouveaux pouvoirs dont jouirait le SCRS. Il s'agirait donc d'une « activité qui porte atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'intégrité territoriale du Canada[...] qui comprend le « terrorisme », une « en-trave au fonctionnement d'infrastruc-tures essentielles » et une « entrave à la capacité du gouvernement fédéral ou de

son administration en matière de [...] stabilité économique ou financière du Canada ». Si comme moi vous étiez au Québec en 1970 ou si vous vous êtes intéressés à cette page peu glorieuse de notre histo-ire, vous imaginerez aisément les dérives potentielles. Pour les néo-démocrates, les balises sont claires, toute mesure législative vi-sant à lutter contre les menaces envers la sécurité devrait satisfaire les 5 princi-pes suivants :

- 1- Veiller à la sécurité des Canadiens et à la protection de nos libertés civiles ;
- 2- Être fondée sur des faits ;
- 3- Inclure des mesures de contrôle ser-rées des agences de sécurité et de ren-seignement ;
- 4- Permettre de travailler en amont du problème en mettant en place des pro-grammes de lutte à la radicalisation ;
- 5- Être supportée par les ressources fi-nancières appropriées.

Ainsi, loin de banaliser la problématique du terrorisme, nous souhaitons nous y attaquer en toute collégialité et en pro-posant des options qui répondent aux besoins d'aujourd'hui sans renier nos valeurs de toujours.



Faire payer les moins nantis



En juin 2014, le gouvernement Couillard confiait à Luc Godbout la présidence de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise, dont le rapport a été tenu secret jusqu'au 19 mars dernier. Si le gouvernement va de l'avant avec la proposition de hausser les taxes à la consommation et de baisser les impôts progressifs, la charge fiscale des moins nantis va s'alourdir et celle des plus riches s'alléger.

ALAIN DUMAS ÉCONOMISTE
gazette.economie@gmail.com

Cette Commission, qui disposait d'un budget de 2,5 millions \$, était-elle nécessaire, étant donné le parti pris connu du président Godbout et du ministre des Finances Carlos Leitao. Ce dernier affir-

la logique suivante : puisque les plus riches consomment plus, ils paient plus de taxes à la consommation, donc les taxes sont plus équitables. Or, la progressivité d'un impôt se mesure sur le revenu, et

non pas sur les dépenses de consommation. Un impôt est progressif lorsque son poids augmente à mesure que le revenu augmente.

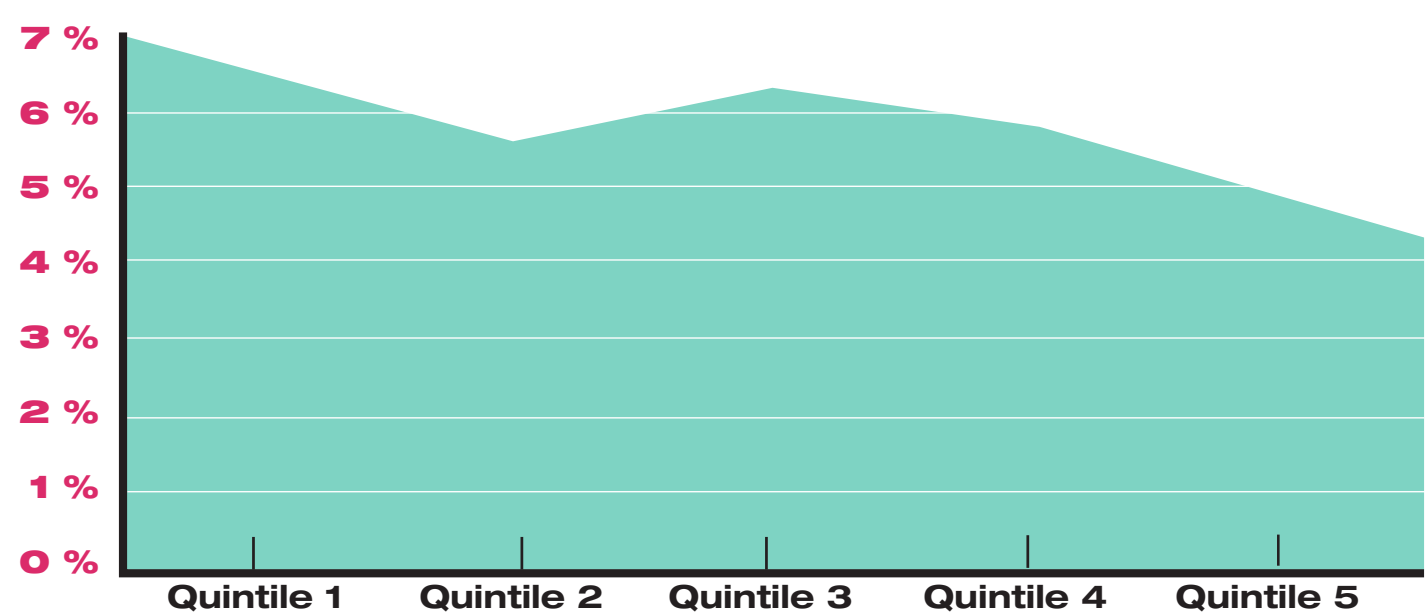
Les taxes et les tarifs publics sont des mesures régressives, car ils ont un taux unique, peu importe le revenu. C'est pourquoi les taxes payées en pourcentage du revenu diminuent à mesure que le revenu s'élève. Par exemple, une taxe de 15 % (75 \$) à l'achat d'un vélo de 500 \$ est 3,3 fois plus lourde dans le revenu d'une famille qui gagne 30 000 \$ que dans celle qui dispose d'un revenu de 100 000 \$.

locataire. Ces dépenses pèsent souvent lourdement dans le budget des moins nantis.

Une étude de l'IRIS a montré qu'il est faux de prétendre que les taxes ne sont pas régressives, même en tenant compte des exemptions de taxes et des crédits d'impôt. Comme on peut le voir dans le graphique ci-contre, le pourcentage des taxes à la consommation des classes populaire et moyenne (quintiles 1 à 3) est plus d'une fois supérieur à celui des 20 % les plus nantis (quintile 5).

Le Québec a baissé les impôts progressifs 4 fois depuis 1998, de sorte que les contribuables appartenant aux tranches de revenu les plus élevées ont été exemptés de quelques milliards \$ en impôt

Taux effectif moyen de l'ensemble des taxes à la consommation pour chacun des quintiles (méthode CFFP), Québec (2011)



Source: Les taxes à la consommation et les inégalités au Québec, IRIS, 2014.

Une étude de l'IRIS a montré qu'il est faux de prétendre que les taxes ne sont pas régressives, même en tenant compte des exemptions de taxes et des crédits d'impôt.

chaque année, ce qui n'est pas négligeable pour un gouvernement qui prétend lutter contre le déficit. Ainsi, hausser les taxes et diminuer les impôts affecte donc doublement la progressivité de notre système fiscal.

La solution la plus logique consiste donc à augmenter le nombre de paliers d'imposition de manière à renflouer les coffres de l'État. Une telle mesure n'empêcherait certainement pas les mieux nantis de consommer à leur gré, mais elle permettrait cependant aux moins nantis de mieux respirer.

Source: Les taxes à la consommation et les inégalités au Québec, IRIS, 2014.

- 1. La Presse, 12 juin 2014.
- 2. Le Devoir, 30 janvier 2012.

LANGMOBILE
CAMP D'IMMERSION ANGLAISE
ÉTÉ 2015



29 JUIN AU 14 AOÛT 2015

CAMP DE TROIS-RIVIÈRES

École primaire d'éducation internationale
Édifice de la Terrière 1305 de la Terrière, Trois-Rivières

LES ARTS ET PLUS, MINI-CHEFS, HIP-HOP EN CHANSONS, SCIENCES, MULTI SPORT, OLYMPIADES, MAISON HANTÉE

INSCRIPTION EN LIGNE WWW.LANGMOBILE.COM
+ D'INFO 819-944-6411

Le deuxième argument invoqué par Luc Godbout stipule qu'on peut « annuler cet effet régressif, notamment en détaxant les biens de première nécessité, en accordant des crédits de taxes »². S'il est vrai que certains produits (aliments de base, médicaments, livres) sont exemptés de taxes, il reste que des taxes sont déjà incluses dans certains prix, comme celui des logements incluant le chauffage taxé au propriétaire de l'immeuble et refilé au

CAMPAGNE DE FINANCEMENT 2015

Journal communautaire autonome, La Gazette de la Mauricie est le résultat du travail d'une équipe de collaborateurs et collaboratrices bénévoles qui s'efforcent de vous apporter une information différente axée sur la promotion du bien commun.

Vous pouvez participer aux efforts de l'équipe en participant à la campagne annuelle de financement du journal.

Aidez-nous à mieux vous informer... Merci.

Nom : _____

Adresse : _____

Montant : ☐ 10\$ ☐ 20\$ ☐ 30\$ ☐ 50\$ ☐ 100\$ ☐ autre _____ \$

Paiement à l'ordre de :
La Gazette de la Mauricie,
942 Sainte-Geneviève,
Trois-Rivières QC
G9A 3X6

lagazette
de la Mauricie

La grande inondation de 1896

DENIS HÉBERT

Aujourd'hui que les brise-glace de la Garde côtière canadienne sillonnent le fleuve sans relâche de l'Atlantique à Montréal pour ouvrir le passage aux cargos pendant tous les mois d'hiver, on oublie souvent que la ville de Trois-Rivières a déjà essuyé de graves inondations au cours des deux dernières décennies du XIXe siècle.

À l'époque, une digue de glace se formait presque chaque printemps à la hauteur de Grondines, à mi-chemin entre Trois-Rivières et Québec, et les eaux du fleuve envahissaient le bas de la ville. En préparation à l'inondation, les gens montaient les lits sur des chaises, mettaient des pièces de fer sur les trottoirs de bois pour éviter qu'ils soient emportés par le courant, et ceux qui habitaient près du fleuve barricadaient leurs fenêtres pour se protéger des blocs de glace qui en sortaient souvent avec fracas.

Toutefois, l'ampleur de l'inondation de 1896 déjoue toutes les prévisions. Le 16 avril, le Saint-Laurent déborde sur ses deux rives jusqu'aux environs

de Montréal. Le quartier Saint-Philippe disparaît presque sous l'eau. Le lac Saint-Pierre s'étend de l'église de Saint-Barthélemy, sur la rive nord, jusqu'à Saint-François-du-Lac, sur la rive sud.

Voici la description qu'en donne sœur Cora Cossette dans « Trois-Rivières et ses débuts héroïques, 1615-1934 » : Quant aux désastres produits par le fleuve, la grande digue de 1896 fut la plus terrifiante. Chaque année, le fleuve était bloqué sur les roches de Grondines. Mais l'inondation de cette année affectait plus particulièrement la région du Saint-Maurice.

Le quartier Saint-Philippe disparut sous l'eau, de même que la Pointe-du-Lac et la Banlieue. Il fallait se rendre à l'église en chaloupe. Près de trente maisons furent détruites, démolies et transportées dans un autre site. Des familles entières furent plongées dans la misère. Des animaux furent noyés, mais à force d'énergie, on put éviter de nombreuses pertes de vie. »

À Trois-Rivières, l'eau monte jusqu'à la côte des Forges et



Source : Centre interuniversitaire d'études québécoises, Collection René-Hardy, Fonds Trois-Rivières, Série François Lajoie, TR_F_LAJOIE_186.

«La rue Notre-Dame en avril 1896, alors que les eaux du St-Laurent envahissent les rues et les quartiers de Trois-Rivières comme jamais auparavant. L'ampleur de cette inondation n'a jamais été égalée par la suite..»

dépasse la voie ferrée pour s'étendre dans les champs où est située aujourd'hui la paroisse Sainte-Marguerite. Dans le quartier Saint-Philippe, les hangars des quais et le bois de sciage échouent un peu partout dans les rues. Les amoncellements de glace poussent des bateaux jusqu'en face des résidences de la rue du Fleuve. Dans certaines maisons, l'eau monte jusqu'à l'avant-dernière

marche du haut de l'escalier de l'étage.

Flairant la bonne affaire, les jeunes du bas de la ville offrent, moyennant 10 ou 25 cents, des tours de ville en chaloupe. Précurseurs des soirées d'animation du centre-ville, les plus vieux attachent bout à bout des trottoirs de bois pour former de grands radeaux sur lesquels musiciens et chanteurs parcou-

rent les rues. On raconte que ces petites fêtes étaient arrosées de whisky et qu'il était fréquent que les hommes, devenus ivres, tombent à l'eau et boivent la tasse.

L'eau est demeurée haute pendant deux semaines et, pour la petite histoire de Trois-Rivières, 1896 est devenue « l'année de la grande digue ».

Peut-on critiquer l'État d'Israël ?

La proximité de points de vue entre le gouvernement conservateur et la droite radicale israélienne est bien connue. À écouter Stephen Harper, les Palestiniens auraient tous les torts alors que les Israéliens seraient tout à fait justifiés d'occuper illégalement la Cisjordanie et de maintenir la population de Gaza sous blocus militaire.

Cette proximité « idéologique » amenait d'ailleurs le Canada à signer, en janvier dernier, un « Protocole d'entente Canada-Israël concernant la Coopération en diplomatie publique » lequel stipule que « le ciblage sélectif d'Israël constitue le nouveau visage de l'antisémitisme » et précise que le Canada s'opposera à ceux et celles qui soutiennent le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), mouvement international qui vise à faire pression sur le gouvernement israélien, notamment pour qu'il reconnaisse les droits territoriaux des Palestiniens.

Peu après cette signature, le ministre de la Sécurité publique, Steven Blaney, déclarait à l'Assemblée générale de l'ONU que le gouvernement du Canada fe-

rait preuve de « tolérance zéro » à l'égard de « toutes les formes de discrimination, y compris la rhétorique, envers Israël, et les tentatives de délégitimation d'Israël comme le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions. »

Déjà, en octobre dernier, le gouvernement du Canada avait adopté des modifications au Code criminel dans le projet de loi C-13, lesquelles élargissent aux « nations » la définition de groupes devant être protégés contre l'incitation publique à la haine.

Inquiétés par ces récents développements, les réseaux de solidarité avec le peuple palestinien précisent qu'il n'est pas antisémite de critiquer l'État d'Israël considérant que ceux qui assimilent ces critiques à une

haine des Juifs tentent simplement de réduire au silence toute personne ou groupe critique à l'égard d'Israël.

Pour ces réseaux, la détermination perçue chez gouvernement du Canada pour cibler les personnes qui rendent visibles les mauvais traitements infligés par Israël aux Palestiniens et Palestiniennes jointe à la perspective de l'adoption par la majorité conservatrice du controversé projet de loi antiterroriste C-51 « jettent un froid sur la démocratie canadienne et peuvent conduire à la criminalisation de la dissidence à plus ou moins brève échéance. »

Rappelant le droit des citoyens et citoyens de critiquer le comportement de tout gouvernement et de choisir des moyens pacifiques comme le boycott pour changer ce comportement, les réseaux de solidarité avec la Palestine rejoignent ainsi d'autres réseaux militants. Déjà des groupes écologistes et



Le premier ministre Harper en compagnie du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Le Canada est perçu depuis l'élection de M. Harper en 2006, comme le plus fidèle allié de l'État d'Israël.

certaines organisations autochtones ont dit craindre d'être étiquetés « menaces à la sécurité du pays » en vertu des disposi-

tions actuelles du projet de loi et, par conséquent, sujets à des représailles des autorités policières et judiciaires.

POUR AGIR

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



Cap-de-la-Madeleine



Jour de la Terre 2015

Le défi énergétique du 21^e siècle

22 avril 2015

Centre communautaire des Ormeaux

300, rue Chapleau
Trois-Rivières (secteur Cap-de-la-Madeleine)

**Inscrivez-vous
dès maintenant !**

M. Gilbert Lahaye
819 693-4861
gilbert.lahaye@sympatico.ca

Membres : 15 \$
Autres : 20 \$

- | | |
|---------|--|
| 9 h | Accueil et inscriptions |
| 9 h 30 | Mots d'ouverture |
| 9 h 45 | S'engager pour s'affranchir du faux or noir |
| | M. Steven Roy Cullen Conseil régional de l'environnement Mauricie |
| 10 h 45 | Bons coups énergétiques |
| | M. Éric Angers Ville de Trois -Rivières (20 min) |
| | M. David Labrecque, CS Chemindu-Roy (20 min) |
| | M. Charles-Hugo Maziade, Coopérative Forêt d'Arden (20 min) |
| 12 h 00 | DÎNER |
| 13 h 30 | Électrification des transports |
| | M. Stéphane Daoust Conseiller en électromobilité |
| 14 h 30 | PAUSE |
| 14 h 45 | L'engagement citoyen en réponse au défi énergétique du 21 ^e siècle |
| | Mme Martine Desjardins Ancienne présidente de la FEUQ |
| 16 h | Conclusions et mots de la fin |
| 16 h 15 | FIN |
| 16 h 30 | Vernissage de l'exposition « Change le monde une œuvre à la fois »
au Musée québécois de culture populaire (200 rue Laviolette) |

Oléoduc Énergie Est de TransCanada

Le samedi 14 mars 2015, j'ai organisé deux rencontres informatives sur le projet d'Oléoduc Énergie Est de TransCanada. Près de 150 personnes se sont déplacées pour ces deux conférences. Celles-ci m'ont permis de réaliser, une fois de plus, que les citoyens de Berthier-Maskinongé sont impliqués et ont à cœur leur région. Plusieurs personnes ont pris la parole afin de poser leurs questions aux experts de même que pour élaborer sur leur position personnelle. Les citoyens présents se sont dits ravis de l'organisation de ces événements et certains se sont aussi dits surpris de l'impartialité des experts, tout particulièrement celle du député néo-démocrate Guy Caron qui avait à présenter les impacts économiques du projet. C'était notamment l'opinion d'Étienne Bertrand, Coordonnateur du regroupement vigilance hydrocarbures de St-Cuthbert, qui a mentionné lors de la période de questions « qu'il s'était préparé pour venir contrecarrer les arguments économiques biaisés du projet Oléoduc, mais que finalement M. Caron a réussi à dresser un portrait juste et impartial de la situation. Cela démontre le sérieux du NPD dans son analyse du dossier. »

Il est vrai que mon équipe et moi travaillons très fort pour étudier le projet présenté par TransCanada qui soit dit en passant, fait plus de 40 000 pages. Il importe pour moi d'entendre le plus de citoyens et d'experts possibles afin d'avoir une position qui prend en considération tous les éléments nécessaires. Les rencontres informatives ont été un immense pas dans cette direction, nous avons noté toutes les interventions des citoyens et elles seront prises en considération dans mon étude. Vous savez, lorsqu'un projet de développement économique comme celui-ci nous est présenté, nous ne pouvons le rejeter du revers de la main sans l'analyser. C'est pourquoi lorsqu'on représente autant de gens il faut prendre le temps avant de se prononcer. En tant qu'élus, nous nous devons d'être rigoureux et responsables!

De surcroît, je dois ajouter que lors des rencontres du 14 mars, j'ai remarqué que peu importe la position des gens sur le projet d'Oléoduc, ils étaient favorables à nos pétitions sur le dépôt de documents bilingues à l'Office national de l'énergie et sur

la nécessité d'avoir de meilleures protections environnementales dans l'évaluation de projet comme celui-ci. Mon collègue Pierre Nantel, député de Longueuil - Pierre-Boucher, a déposé une motion visant à s'assurer que les documents proposés à l'ONÉ par un promoteur de pipeline soient accessibles autant en français qu'en anglais et que si ce promoteur refuse de le faire, l'ONÉ s'engagera à le faire et le promoteur devra en assumer les coûts. Il me semble que c'est le gros bon sens que les populations touchées aient accès aux documents dans les deux langues officielles. Quant à la seconde pétition signée en grand nombre, elle visait à rappeler qu'en raison des changements apportés par le gouvernement conservateur aux processus d'évaluation environnementale, ceux-ci n'assurent plus la protection de notre environnement. Il nous faut, en tant que députée, rétablir cette situation et nous assurer que chaque projet vise les meilleures protections environnementales possibles.

Pour terminer, je tiens à remercier tous les citoyens et citoyennes qui se sont déplacés lors de ces rencontres et je souhaite également témoigner ma fierté à l'égard de la MRC d'Autray qui a fait preuve d'avant-gardisme en commandant une étude indépendante sur les impacts d'un tel projet dans la MRC. Sachez que je vous écoute et que vous faites partie du processus de prise de position même si ultimement ce sera le gouvernement en place qui décidera de l'acceptabilité du projet.

Ruth Ellen Brosseau
Députée fédérale de
Berthier-Maskinongé



Bureau de Louiseville :
343, avenue St-Laurent, Louiseville
J5L 1K2 - Tél. : 819 228-1210
Sans frais : 1 866 311-1210
Espace retenu par Ruth Ellen Brosseau députée fédérale de Berthier-Maskinongé

Courriel : ruthellen.brosseau@parl.gc.ca
Facebook : /RuthEllenBrosseau



Les réductions d'impôt travaillent pour vous.

Différentes mesures de réductions d'impôt sont offertes pour aider les familles canadiennes, comme le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, les bonifications proposées de la prestation universelle pour la garde d'enfants* et le super crédit pour premier don de bienfaisance. De plus, en produisant votre déclaration de revenus en ligne et en vous inscrivant au dépôt direct, vous recevrez votre remboursement plus vite.

Pour en savoir plus, allez à Canada.ca/reductionsdimpot



*Mesure sous réserve de l'approbation du Parlement

Canada

REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ

Oui à nos
services publics



www.squees.ca
1 800 361 8101

facebook.com/SQUEES298FTQ

twitter.com/SQUEES298FTQ



L'AUSTÉRITÉ DÉTRUIT
L'AUSTÉRITÉ EST UN ÉCHEC
L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS
UNE SOLUTION



[f](https://facebook.com/refusons.org) [t](https://twitter.com/refusons.org) [v](https://vimeo.com/refusons.org) refusons.org

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension,
c'est contagieux !



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org

L'AUSTÉRITÉ

Inefficace et contre-productive!

L'économiste bien connu Pierre Fortin affirme que le gouvernement Couillard « joue avec le feu » en appliquant des mesures d'austérité d'une valeur d'environ 3 milliards \$ en 2014-2015. Ces mesures, dit-il, sont parmi les plus sévères des pays développés.

Il n'est pas le seul à s'inquiéter des conséquences de l'austérité. Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque Mondiale, et l'OCDE, qui comptent parmi les institutions les plus influentes du monde au niveau économique, avouent maintenant avoir fait erreur en encourageant les États à appliquer des mesures d'austérité pour équilibrer leur budget. C'est que le remède ne marche tout simplement pas. Sensées assainir les finances publiques et relancer l'économie, les mesures d'austérité appliquées en Grèce, en Espagne, au Portugal, ont créé davantage de chômage, de pauvreté, d'inégalités. Plutôt que de réduire la dette, celle-ci a plutôt augmenté à la vitesse Grand V. Au lieu de relancer l'économie, celle-ci s'est affaïssée de façon catastrophique.



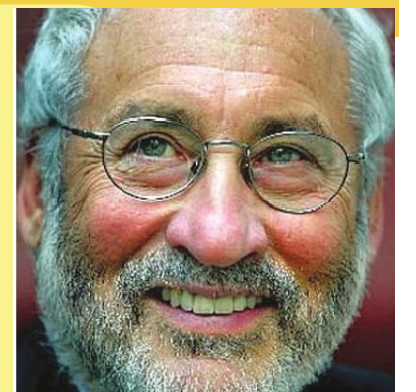
« **Le gouvernement joue avec le feu** »

Pierre Fortin
Économiste à l'UQAM

Mais alors, si l'austérité est un mauvais moyen d'équilibrer le budget du Québec et de relancer sa croissance, pourquoi donc M. Couillard persiste-t-il à appliquer ces mesures budgétaires inefficaces et contre-productives ?

« (...) l'austérité affaiblit l'économie. Elle augmente le chômage, diminue les salaires et creuse les inégalités. Il n'existe aucun exemple de grande économie pour laquelle l'austérité a permis la reprise de la croissance ».

Joseph Stiglitz
Prix Nobel d'économie
Ex-économiste en chef de la Banque mondiale



1 Une austérité à 2 vitesses

En coupant ses dépenses de 3 milliards \$, le gouvernement affirme que cela n'aura pas d'impacts sur les plus démunis et sur les services publics. Il dit du même souffle qu'il est important que tout le monde fasse un effort.

Les classes moyennes et les démunies écopent

Il est absolument impossible que des coupures de 3 milliards \$ n'aient aucuns impacts sur les gens et les services publics. L'augmentation des tarifs de toutes sortes, notamment ceux des services de garde et d'Hydro-Québec affectent particulièrement les femmes, les familles de la classe moyenne, et les plus démunis. Les coupures à l'aide sociale appauvrissent des gens qui vivent déjà dans l'extrême pauvreté.

Les banques et les fortunés sont épargnés

Le gouvernement Couillard a beau affirmer que tout le monde doit faire un effort pour équilibrer les finances publiques, il semble tout de même que certains soient exemptés de cet effort. Alors que les citoyens « ordinaires » subissent des hausses de tarifs et des baisses de services publics, les banques, qui engrangent pourtant des milliards \$ de profit chaque année sont relativement épargnées. Les grandes entreprises se voient accorder de nouveaux crédits d'impôt. Les plus riches individus de notre société contribuent moins en impôts en proportion de leurs revenus que les travailleurs ordinaires. Tout le monde ne fait donc pas « sa juste part ».



2 Vraiment! Il n'y a plus d'argent?

Pour faire accepter l'austérité, M. Couillard affirme que le déficit du Québec est trop gros et que ses dépenses sont plus importantes que ses revenus. Bref, le Québec n'a plus l'argent pour se payer les services publics actuels. Pourtant, de l'argent, il y en a...

4,3 milliards \$

C'est le montant faramineux dont se prive chaque année le gouvernement du Québec en laissant les grosses compagnies et les riches québécois utiliser les paradis fiscaux.

(Source : Brigitte Alepin, fiscaliste et auteure)



604 milliards \$

C'est la somme fabuleuse qui dort dans les comptes de banque des compagnies canadiennes. C'est ce qu'on appelle la « surépargne », une accumulation démesurée d'actifs liquides par les grandes entreprises. L'ex-gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, a d'ailleurs qualifié cette surépargne d'« argent mort ». Ces 604 milliards \$ ont pu être accumulés par les entreprises suite aux baisses d'impôts qui leur ont été consenties au fil des ans pour... « stimuler l'économie ». En 1960, le taux d'imposition des entreprises au Canada était de 41 %. Il est aujourd'hui de ... 15 %.

(Source : IRIS, Le Devoir)

1 milliard \$

C'est le montant que l'État québécois pourrait récupérer chaque année en contrôlant mieux les coûts des médicaments par un régime entièrement public. Certains avancent même des économies annuelles de 2 milliards \$.



3 Équilibrer le budget ou déconstruire l'État ?

Il est clairement démontré dans notre introduction que l'austérité est un moyen inefficace et contre-productif pour créer de l'emploi et remettre une économie sur les rails. S'il persiste dans cette voie, c'est que M. Couillard a pour véritable objectif de diminuer le rôle et la taille de l'État et de privatiser des services publics. Le Devoir révélait d'ailleurs en octobre 2014 (6 octobre 2014) que le livre de chevet de M. Couillard était « The fourth revolution », un ouvrage prônant la réduction de la taille des États et la baisse des impôts comme remède universel. Le ministre Martin Coiteux s'est lui aussi échappé quand il affirmait dans un article du journal Le Devoir (17 octobre 2014) que « l'opération de révision des programmes dépasse largement l'objectif du déficit zéro et vise un repositionnement de l'État ».

Le monde selon Couillard

Pour M. Couillard et ceux qui pensent comme lui, un État doit intervenir le moins possible. Ce sont les entreprises et les lois du marché qui sont les mieux placées pour assurer la bonne marche de l'économie et le bonheur des gens. Les impôts doivent être le plus bas possible. Les services publics doivent être privatisés, même ceux de santé et d'éducation. Pour eux, le profit et la rentabilité font foi de tout, et l'individualisme doit primer sur la solidarité et le bien commun.

Et vous, qu'en pensez-vous?

Pour eux, le profit et l'individualisme doivent primer sur la solidarité et le bien commun.

POUR EN SAVOIR PLUS

Non aux hausses www.nonauxhausse.org

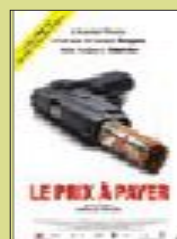
Refusons l'austérité www.refusons.org

IRIS – Institut de recherche et d'informations socio-économiques
www.iris-recherche.qc.ca/

Voyez le film « Le prix à payer »

Depuis la mi-mars, ce film documentaire choc, dénonce l'utilisation immorale des paradis fiscaux.

Bande-annonce www.allocine.fr



POUR AGIR!

PARTICIPEZ AUX MANIFESTATIONS!

Surveillez le calendrier des manifestations contre l'austérité qui auront lieu dans votre région ce printemps. Si vous n'êtes pas d'accord avec l'austérité, faites-le savoir haut et fort.

Ce qu'ils ont dit...



« Ça ne me rentre pas dans la tête que l'on demande à la classe moyenne de se serrer la ceinture alors que nos élus dépensent en fous et que la Commission Charbonneau a montré l'ampleur de la corruption. Voyons donc! Par ailleurs, plein d'économistes ont prouvé que l'austérité n'était pas la bonne manière de faire les choses. »

Daniel Lemire

En entrevue au magazine Virage, le 27 janvier 2015



« Le gouvernement parle d'austérité, (...). Il demande au citoyen de payer la facture alors qu'il ne prêche pas par l'exemple. (...) Les salaires des recteurs, les primes, l'évasion fiscale, il veut nous imposer le modèle américain avec son 1 % de la société qui possède toute la richesse. »

Micheline Lanctôt

En entrevue au Huffington Post, le 25 février 2015



« De l'argent en circulation dans le monde, il n'y en a jamais eu autant de toute l'histoire de l'humanité. (...) Cet argent est dans les poches de ceux et celles qui nous gouvernent et dans celles de leurs amis/es. Cet argent se multiplie dans les banques, les abris fiscaux, les salaires mirobolants des grands possédants de ce monde. »

Christian Bégin

En entrevue dans le journal Ensemble le 9 février 2015

Le chiffre
1 \$

L'austérité a un impact négatif sur l'économie et l'emploi. En coupant 1\$ dans les dépenses publiques du gouvernement, cela provoque en effet un impact négatif de **(-1,25\$)** en moyenne dans l'économie. Mais en dépensant 1\$ dans les infrastructures, on crée de l'emploi et on ajoute par le fait même 1,60 \$ au PIB (produit intérieur brut). En dépensant le même dollar dans le soutien aux ménages à faible revenu et aux chômeurs, c'est 1,70 \$ qui s'ajoute au PIB.

(Source : FMI et ministère des Finances du Canada)

Vous appréciez ce point de vue DIFFÉRENT?

Aidez-nous à CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598



OLÉODUC ÉNERGIE EST OU LA VOIE DÉSESPÉRÉE DE L'EXPORTATION

L'automne dernier, la société albertaine TransCanada déposait une demande officielle auprès de l'Office national de l'énergie (ONÉ) afin d'obtenir les autorisations nécessaires à la construction de l'Oléoduc Énergie Est. Selon les plans déposés, cet oléoduc de 4 600 km traverserait le Québec en passant par la Mauricie.

STEVEN ROY CULLEN

Une fois la construction terminée en 2018, l'Oléoduc Énergie Est aura une capacité de 1,1 million de barils par jour, soit 175 millions de litres de pétrole, pour acheminer le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta jusqu'au Nouveau-Brunswick (TransCanada Corporation, 2015).

La demande énergétique du Québec constitue un des arguments avancés pour justifier la construction de cet imposant pipeline sur le territoire québécois (TransCanada Corporation, 2015). Si le Québec importe plus de 15 milliards de dollars de pétrole annuellement, soit l'équivalent de 350 000 barils par jour en moyenne, la capacité de l'Oléoduc Énergie Est équivaut à trois fois cette moyenne quotidienne (Gouvernement du Québec, 2014).

En fait le projet Oléoduc Énergie Est, comme plusieurs autres projets de pipelines, vise d'abord à désenclaver le pétrole albertain. Bien que cette production puisse en partie être écoulée aux États-Unis, l'accès à ce marché se trouve limité du fait de l'augmentation importante de la production américaine de pétrole de schiste. La croissance du secteur pétrolier canadien pourrait donc être compromise si de nouveaux marchés ne deviennent pas accessibles prochainement (CERI, 2014).



L'Oléoduc Énergie Est ouvre ainsi la voie à l'expansion de l'exploitation des sables bitumineux. Cette expansion entraînera d'ici 2022 l'utilisation, notamment, de 772 900 m³ d'eau par jour, soit l'équivalent de 309 piscines olympiques, et la destruction de 18,6 hectares de forêt vierge par jour, soit l'équivalent de 34,5 terrains de football (Institut Pembina, 2013). À lui seul, l'Oléoduc Énergie Est sera responsable d'environ 30 millions

de tonnes d'émissions de gaz à effets de serre annuellement, soit l'équivalent d'ajouter 7 millions de voitures sur les routes à chaque année (Institut Pembina, 2013). Depuis plusieurs mois, TransCanada

maigres comparativement aux conséquences indélébiles d'éventuels déversements. Face aux risques inhérents à ce genre de projet et aux impacts environnementaux susmentionnés, ne vaudrait-il pas mieux miser sur les éner-

À lui seul, il est estimé que l'Oléoduc Énergie Est sera responsable d'environ 30 millions de tonnes d'émissions de gaz à effets de serre annuellement, soit l'équivalent d'ajouter 7 millions de voitures sur les routes à chaque année.



mène une campagne de séduction pour vanter les mérites de l'Oléoduc Énergie Est et favoriser son « acceptabilité sociale » au Québec. On nous promet, notamment, la création de 2 404 emplois directs à temps plein durant la phase de construction et de 133 durant les 20 premières années de la phase d'exploitation (TransCanada Corporation, 2015).

Considérant l'opposition rencontrée et les délais observés avec les autres projets d'oléoducs comme Keystone XL aux États-Unis et Northern Gateway en Colombie-Britannique, cette campagne de TransCanada semble être le fait d'une entreprise qui a un besoin urgent d'accéder à de nouveaux marchés.

En réponse à cette opération charme de TransCanada, un réseau bien organisé d'opposition citoyenne a vu le jour au cours des derniers mois. Celui-ci considère que les bénéfices promis sont bien

gies alternatives et la réduction de la consommation énergétique ?

Sources :

TransCanada Corporation, 2015 : <http://www.oleoducenergieest.com/>
Gouvernement du Québec, 2014 : <http://hydrocarbures.gouv.qc.ca/consommation.asp>
Canadian Energy Research Institute, 2014 : http://www.ceri.ca/images/stories/2014-05-06_CERI_Study_140_-_Energy_East_Pipeline_Project.pdf
Institut Pembina, 2013 : <http://www.pembina.org/reports/oilsands-metrics.pdf>
Institut Pembina, 2014 : <http://www.pembina.org/reports/energy-east-climate-implications.pdf>



DES ÉCOSYSTÈMES FRAGILES

L'oléoduc passerait aussi aux frontières d'une immense tourbière appelée « La baie des mines », qui en plus d'être une zone abritant une diversité biologique exceptionnelle allant des cervidés aux plantes carnivores, est une zone de recharge pour la nappe phréatique qui alimente les puits d'eau souterraine du réseau d'eau potable desservant Pointe-du-Lac. Les conséquences environnementales d'un déversement seraient aussi dramatiques pour le lac St-Pierre, classé « réserve mondiale de la biosphère » par l'UNESCO.

TOURBIÈRE

POMPAGE DU PÉTROLE : DES RISQUES IMPORTANTS

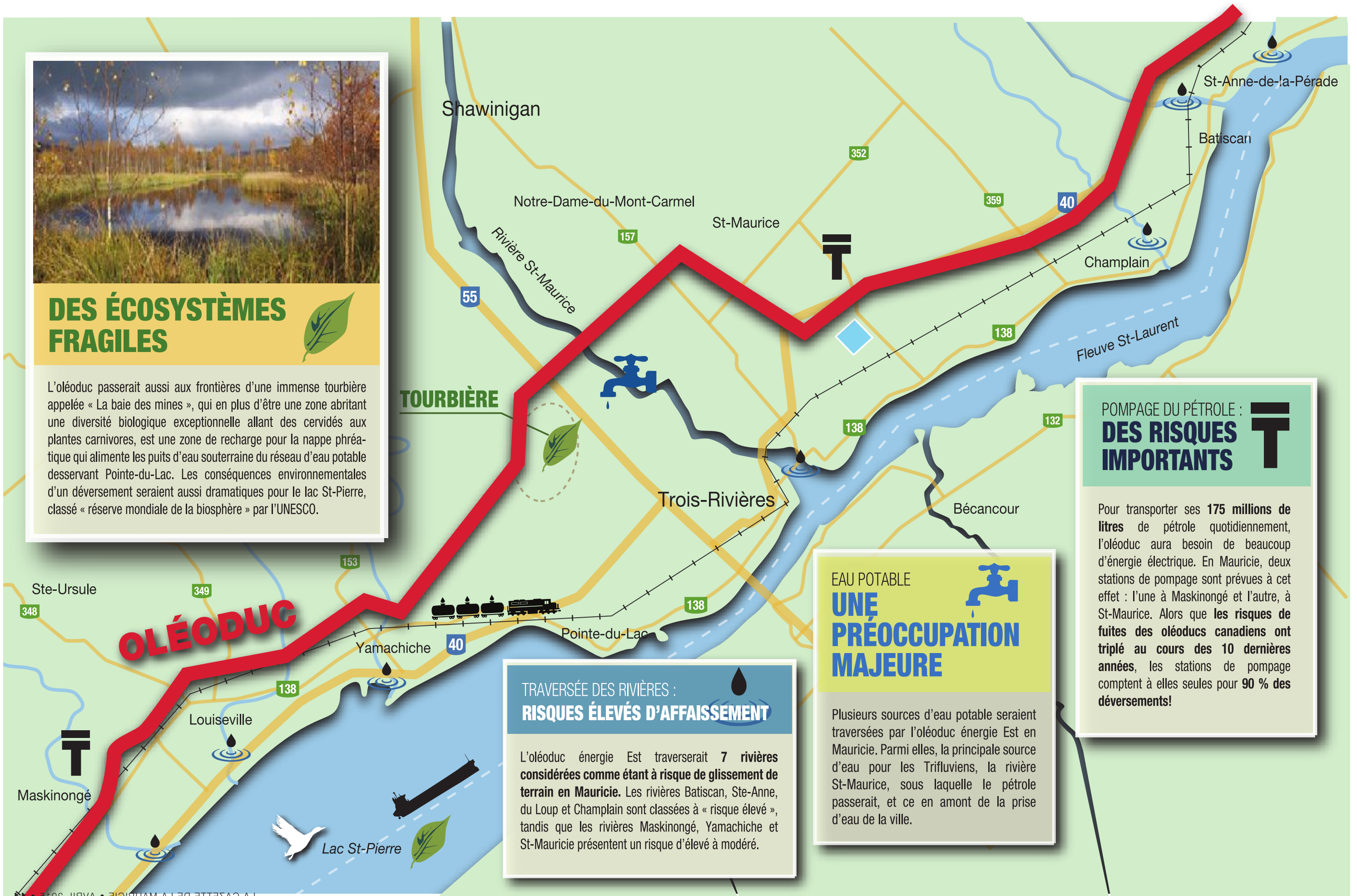
Pour transporter ses **175 millions de litres** de pétrole quotidiennement, l'oléoduc aura besoin de beaucoup d'énergie électrique. En Mauricie, deux stations de pompage sont prévues à cet effet : l'une à Maskinongé et l'autre, à St-Maurice. Alors que **les risques de fuites des oléoducs canadiens ont triplé au cours des 10 dernières années**, les stations de pompage comptent à elles seules pour **90 % des déversements!**

EAU POTABLE UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE

Plusieurs sources d'eau potable seraient traversées par l'oléoduc énergie Est en Mauricie. Parmi elles, la principale source d'eau pour les Trifluviens, la rivière St-Maurice, sous laquelle le pétrole passerait, et ce en amont de la prise d'eau de la ville.

TRAVERSÉE DES RIVIÈRES : RISQUES ÉLEVÉS D'AFFAISSEMENT

L'oléoduc énergie Est traverserait **7 rivières considérées comme étant à risque de glissement de terrain en Mauricie**. Les rivières Batiscan, Ste-Anne, du Loup et Champlain sont classées à « risque élevé », tandis que les rivières Maskinongé, Yamachiche et St-Maurice présentent un risque d'élévé à modéré.



Oléoduc Énergie Est : Position des élus en Mauricie

MARIANNICK MERCURE

DES ÉLUS FÉDÉRAUX DIVISÉS SUR LA QUESTION

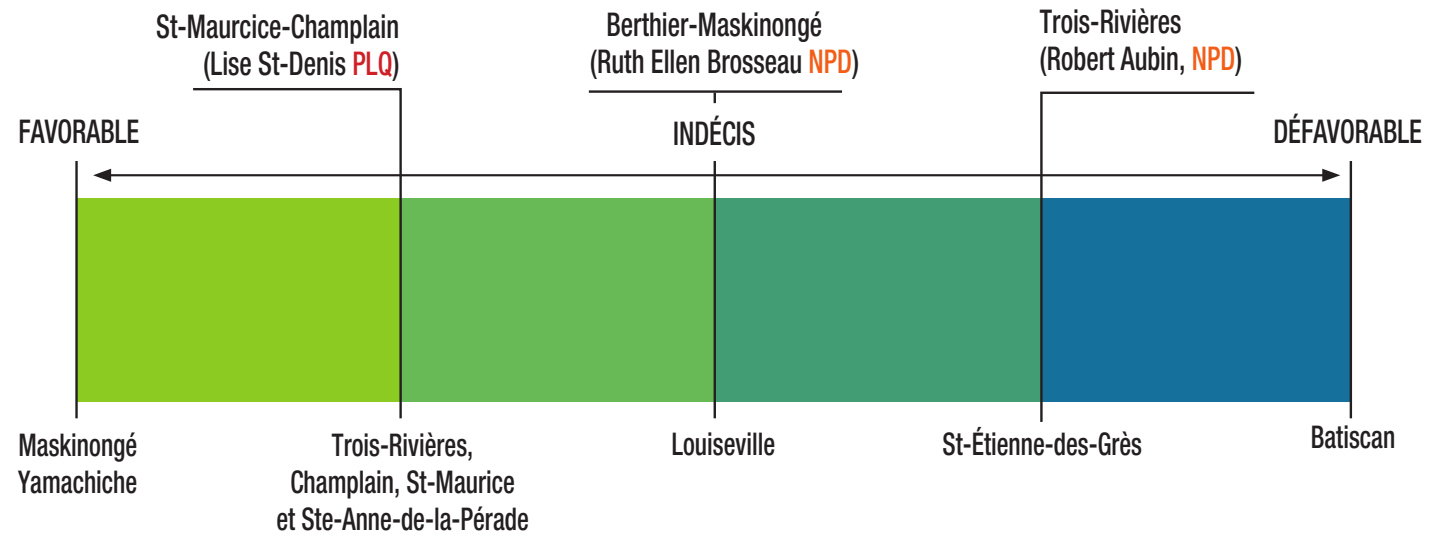
Les trois députés fédéraux de la région conviennent d'emblée que le gouvernement conservateur est allé trop loin en matière d'assouplissement des règles environnementales. Robert Aubin, (Trois-Rivières), parle même de « sacage (du) processus d'évaluation environnementale ». Par ailleurs, les positions des deux députés néo-démocrates oscillent entre indécision et opposition. Alors que monsieur Aubin dit voir « difficilement comment, aujourd'hui, un tel projet pourrait avoir la confiance de la population et être respectueux du principe de développement durable », sa collègue Ruth Ellen Brosseau mentionne que son équipe est « indécise (et) n'a pas terminé d'étudier le projet (...) de 40 000 pages ». Le NPD, qui n'a pas émis de position claire jusqu'ici, semble bien s'orienter vers une opposition. Le PLC, pour sa part, appuie le projet, le personnel de Lise St-Denis se disant « favorable à cet oléoduc en particulier ».

LES MUNICIPALITÉS DE LA MAURICIE MAJORITAIREMENT FAVORABLES

Bien que le projet d'oléoduc soit ultimement de compétence fédérale, les municipalités de la Mauricie concernées ont tout de même leur mot à dire sur ce projet. Au strict plan fiscal, on estime que les revenus associés au passage de l'oléoduc varieraient de 17000 \$ à 22000 \$ par km d'oléoduc lorsqu'il y a une station de pompage et de 7000\$ à 8500\$ en l'absence de telles

stations. Certains élus se sont clairement dits en faveur du projet. Le maire de Maskinongé, M. Roger Michaud, indique « qu'aucun citoyen ne s'est levé pour dénoncer le projet » ajoutant que : « Entre un train qui déraile au centre-ville et un oléoduc qui fuit loin des zones peuplées, on préfère l'oléoduc ». D'autres villes, comme celle de Trois-Rivières, se déclarent favorables au projet tout en demandant que des modifications y soient apportées « Oui

à l'oléoduc, mais avec une sécurité accrue par rapport à ce qui est proposé, notamment en ce qui concerne la rivière Saint-Maurice », affirme M. Yvan Toutant, porte-parole de la ville. Une municipalité se démarque pas sa ferme opposition au projet : la mairesse de Batiscan, Sonya Auclair, s'affiche résolument contre : « Nous sommes déjà entourés par les superpétroliers et les trains (...) nous ne sommes pas bien préparés en cas d'accident ».



Tout n'est pas joué... loin de là!

MARIANNICK MERCURE

Les conglomérats porteurs d'initiatives controversées au profit de puissants intérêts privés disposent de ressources financières sans limite et de multiples réseaux d'influence pour promouvoir leurs projets, aussi potentiellement dangereux puissent-ils être.

Seulement 32% des Québécois se disent en faveur du projet d'oléoduc énergie Est de Transcanada selon un récent sondage CROP-L'actualité. Les citoyens et les communautés locales qui refusent des projets qu'ils considèrent éminemment risqués ou contraires au bien commun peuvent-ils faire reculer des adversaires aussi puissants?

Oui affirme, sans hésitation, Jacques Tétreault, coordonnateur du Regroupement Vigilance Hydrocarbures Québec. « La détermination des citoyens à protéger leur territoire est très grande et quasi inépuisable. Les dangers de déversements sont de plus en plus connus et personne aujourd'hui n'a le goût de mettre l'eau, notre ressource la plus précieuse, à risque. L'appât du gain à court terme n'impressionne plus les citoyens. Les connaissances acquises lors des différentes luttes antérieures font en sorte que les citoyens sont aujourd'hui mieux informés et mieux « outillés » pour mener la bataille. Oui, il y a encore espoir de remporter cette lutte citoyenne! » -

LUTTES CITOYENNES ENVIRONNEMENTALES GAGNÉES

- 2015 :** Abandon du projet de Transcanada et du gouvernement Harper de port pétrolier dans la pouponnière de béluga de Cacouna : **Gain citoyen**
- 2013 :** Échec du projet de terminal méthanier « Rabaska » en zone peuplée à Lévis, des compagnies Gaz Métro, Enbridge et Gaz de France : **Gain citoyen**
- 2012 :** Fermeture de la centrale nucléaire de Gentilly : **Gain citoyen**
- 2011 :** Abandon du projet d'exploitation des Gaz de schiste dans la vallée du St-Laurent par diverses compagnies dont Junex et Talisman : **Gain citoyen**
- 2011 :** Échec du projet de minicentrale hydroélectrique de Sainte-Ursule : **Gain citoyen**
- 2007 :** Abandon du projet de la Société Intermont inc. et du gouvernement Charest de privatiser une partie du parc national du mont Orford afin d'y construire des condos: **Gain citoyen**
- 2004 :** Échec du projet d'Hydro-Québec de centrale au gaz du Suroît à Beauharnois : **Gain citoyen**
- 2000 :** La Défense nationale cesse ses tirs d'obus dans le lac St-Pierre : **Gain citoyen**

- POUR AGIR** - MRC DesChenaux : Association sportive et écologique de la Batiscan (pour info : 418-362-2222 / gaetanlebel@cgocable.ca)
- Trois-Rivières : Marc Brullemans, Comité Vigilance Hydrocarbures Trois-Rivières, cvgsmauricie@gmail.com
 - MRC de Maskinongé : Comité de vigilance (pour info : Guy provost, 819 376-0949 provostguy@xplornet.ca)



Marche action climat, 11 avril 2015 (Québec) pour info : StopOleoduc.org

Risques infimes pour dégâts incalculables!

Énergie Est parcourra quelque 700 km en sol québécois transportant quotidiennement 1,1 million de barils de pétrole soit plus de 2000 litres à la seconde.

JEAN-YVES PROULX ET VALÉRIE DELAGE



Le bitume produit dans les sables bitumineux doit être dilué pour pouvoir être transporté dans des pipelines ce qui, selon certaines études, le rendrait plus susceptible de couler au fond de l’eau. En 2010, un déversement de 3,8 millions de litres de bitume dilué, provenant d’un pipeline de la compagnie Enbridge, survenu au Michigan, dans la rivière Kalamazoo, a posé des défis importants pour le nettoyage. Trois ans plus tard, la rivière était encore polluée et les coûts de nettoyage avaient dépassé le milliard de dollars.

Bien que Transcanada annonce une fiabilité des oléoducs au Canada de 99,9994 % et vante son système de vigilance électronique, il n’en demeure pas moins que des documents obtenus par la télévision anglaise de Radio-Canada révèlent que 1000 incidents ont eu lieu au Canada de 2000 à 2012, passant du simple au double au cours de ces douze ans. De plus, en dépit des systèmes de vigilance existants, on estime à près de 40 % : De plus, en dépit des systèmes de vigilance existants, on estime à près de 40 % le pourcentage des fuites d’abord détectées par la sécurité civile ou la population.. Une étude¹ réalisée à la demande de la MRC d’Autray, voisine de la MRC de Maskinongé, par deux firmes de consultants des secteurs de l’énergie, environnement et développement durable, J.Harvey Consultant et ECOgestion-solutions, conclue qu’il pourrait s’écouler plusieurs semaines avant qu’on puisse détecter une fuite laissant s’écouler moins de 1,5 % du débit normal soit 2,6 millions de litres de pétrole déversés par jour dans l’environnement.

Selon la Commission ontarienne de l’énergie, l’attente maximale entre une alerte et la fermeture des valves concernées serait de 22 minutes.² À raison de 2000 litres de pétrole à la seconde, ces 22 minutes pourraient sembler bien longues... Hydro-Québec³ révélait récemment que la présence de lignes électriques de hautes tensions le long du parcours de l’oléoduc engendrerait des problèmes de corrosion accélérée. Une information corroborée par Mme Julie Cusson,⁴ porte-parole de la société Énergie Valero qui indiquait que le pipeline St-Laurent, propriété de l’entreprise, semblait avoir 10 ans d’âge après seulement 9 mois d’usage dû à une corrosion accélérée résultant de « la combinaison des terres humides que traverse le pipeline et de la proximité des pylônes d’électricité d’Hydro-Québec ». D’autre part, selon Équiterre⁵, les dangers reliés au transport par oléoduc du pétrole issu des sables bitumineux se révèle beaucoup plus dangereux que celui du pétrole conventionnel du fait qu’il est très acide (jusqu’à 20 fois plus), plus abrasif de par sa teneur en sable et plus visqueux, donc devant être transporté à plus haute pression.

Et en cas de déversement, qui paiera la note? Ressources naturelles Canada⁶ répond : l’exploitant, pour la totalité des coûts, s’il est en faute; seulement le premier milliard si ce n’est pas le cas. Comment savoir sur quelles bases seront déterminées les responsabilités quand les sommes en jeu sont aussi gigantesques? On peut facilement imaginer les recours juridiques que cela pourrait entraîner et... bien malin celui qui pourra en prédire l’issue.

Sources :
1- <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/430234/energie-est-une-premiere-etude-independante-montre-des-failles-de-securite>
2- http://www.ontarioenergyboard.ca/html/oebenergyeast/documents/parttwo/Presentation_Pipeline%20Safety.pdf
3- <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2015/03/04/004-hydro-quebec-transcanada-pipeline-corrosion-oleoduc.shtml>
4- http://plus.lapresse.ca/screens/9d3bc6a7-5bd4-4b12-972b-66cd3651a374|_0
5- <http://www.equiterre.org/actualite/le-petrole-des-sables-bitumineux-pourrait-causer-des-deversements-plus-frequents-et-plus-g>
6- <http://www.rncan.gc.ca/energie/infrastructure/5894#h-3>

Vers une économie du XXI^e siècle?

Peut-on choisir un modèle de société moins dépendant des hydrocarbures? Comme l’illustre l’imposante campagne de promotion menée par TransCanada pour son projet Énergie Est, de puissants lobbys sont à l’œuvre pour nous convaincre de la nécessité de participer au jeu géopolitique complexe du pétrole afin d’éviter un recul économique. Et si c’était tout le contraire? Si l’époque glorieuse de Dallas était bel et bien révolue?

VALÉRIE DELAGE

Beaucoup croient plutôt que les États qui sauront réduire au plus vite leur dépendance aux énergies fossiles sont ceux qui s’en sortiront le mieux comme nous le démontrent déjà certains pays, notamment l’Allemagne et la Suède.

Alors que nous importons massivement du pétrole, le Québec fait l’envie dans le monde en raison de l’abondance de nos ressources qui constituent autant d’alternatives aux énergies fossiles. L’efficacité énergétique demeure toutefois l’objectif auquel il faut accorder la priorité.

DES VILLES ET DES MAISONS « INTELLIGENTES »

Au plan de l’aménagement du territoire par exemple, pourquoi ne pas planifier des quartiers offrant un réel milieu de vie, avec commerces de proximité et bâtiments à échelle humaine, le tout relié par des transports collectifs, des pistes cyclables et des espaces verts, plutôt que de construire des « Power Center » et des banlieues-dortoirs, qui contribuent à l’étalement urbain ainsi qu’à l’intensification de l’usage de la voiture? Ce concept de « ville intelligente » se développe partout dans le monde : Pays-Bas, Espagne, France, Inde, etc. Pour favoriser cette approche nouvelle, il y aurait lieu, cependant, de revoir la fiscalité des municipalités dont l’impôt foncier constitue la principale source de revenus ce qui favorise

l’étalement urbain. Une belle occasion à saisir pour redynamiser le centre-ville de Trois-Rivières?

D’autre part, la consommation d’énergie des bâtiments résidentiels, commerciaux et institutionnels compte pour 30 % de toute l’énergie consommée au Québec. L’efficacité énergétique des bâtiments pourrait être grandement améliorée, par exemple en exigeant simplement que les nouvelles constructions soient orientées vers le sud pour leur permettre de faire une utilisation optimale de l’énergie solaire passive. La technologie existe, il suffirait de mettre en place des incitatifs pour l’incorporer dans les bâtiments neufs ou à rénover.

DES ALTERNATIVES À L’AUTOMOBILE

Le secteur des transports représente à lui seul plus de 70 % de notre consommation de pétrole. Des mesures peuvent être mises en place pour rendre plus attractif le transport collectif par rapport à l’usage de l’automobile tout en assurant des déplacements rapides et bon marché. Notamment : le transport collectif souple, accessible de partout, le transport actif efficace (pistes cyclables, trottoirs, etc.), l’autopartage, le covoiturage, tant en ville qu’interurbain, etc. Miser sur l’électrification des transports est essentiel puisque c’est notre principale source d’énergie.



PROGRAMMES INTÉGRÉS DE MAÎTRISE DE L’ÉNERGIE

Le troisième plus grand consommateur d’énergie, 30 % du total, est le secteur industriel et agricole. Là encore, il faut favoriser l’adoption de programmes intégrés de maîtrise de l’énergie. De nombreux pays d’Europe, dont l’Irlande, les Pays-Bas et l’Allemagne, satisfont aux exigences de normes telles qu’ISO 50001, qui leur permettent de surcroît d’éviter des taxes sur l’énergie ou le carbone.

Comment peut-on justifier le fait que 50 % des émissions québécoises de GES proviennent de la combustion de produits pétroliers, à un coût annuel de plus de 14 milliards de dollars, quand nous disposons de surplus d’électricité que nous vendons bien souvent à rabais? L’hydroélectricité est bien sûr notre plus importante ressource, mais nous pouvons aussi considérer avantageusement certains types de bioénergies, la récupération de la chaleur « fatale » (produite par les procédés industriels ou domestiques), la géothermie, les panneaux solaires thermiques, l’énergie éolienne, etc.

Plus de 500 entreprises québécoises tirent bien leur épingle du jeu dans l’industrie florissante des énergies vertes, un marché de 11 milliards de dollars, mais doivent le plus souvent faire affaire à l’étranger faute d’intérêt suffisant chez nous. En Mauricie, l’Institut de recherche sur l’hydrogène de l’UQTR et le Laboratoire des technologies de l’énergie, à Shawinigan, mènent des recherches sur les énergies renouvelables. Puisque le développement économique semble tant tenir à cœur à nos gouvernements, pourquoi s’entêtent-ils à dilapider notre argent dans des entreprises dépassées, à l’empreinte écologique désastreuse?

Ce n’est certainement pas d’un oléoduc dont nous avons besoin, mais plutôt d’un modèle de société à l’économie avant-gardiste, prospère, propre, humaine, à l’image des ressources et de la créativité dont dispose le Québec.

1- Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, *Maîtriser notre avenir énergétique — Pour le bénéfice économique, environnemental et social de tous*, février 2014

Projection du film
« **L’empreinte** », en
présence de Roy Dupuis,
au cinéma le tapis rouge
de Trois-Rivières, 25 et
30 mars 2015, à 19h15

Souper-bénéfice au pro-
fit de la **Démarche des
premiers quartiers**



de Trois-Rivières, le 9
avril 2015. Pour réserver :
819 371-9393 ou info.
demarche@ecof.qc.ca

Entrevue avec **Tania Lon-
gpré**, enseignante en fran-
cisation des immigrants
et auteure du livre « Péril
scolaire », au salon du livre
de Trois-Rivières (hôtel
Delta), le 26 mars 2015

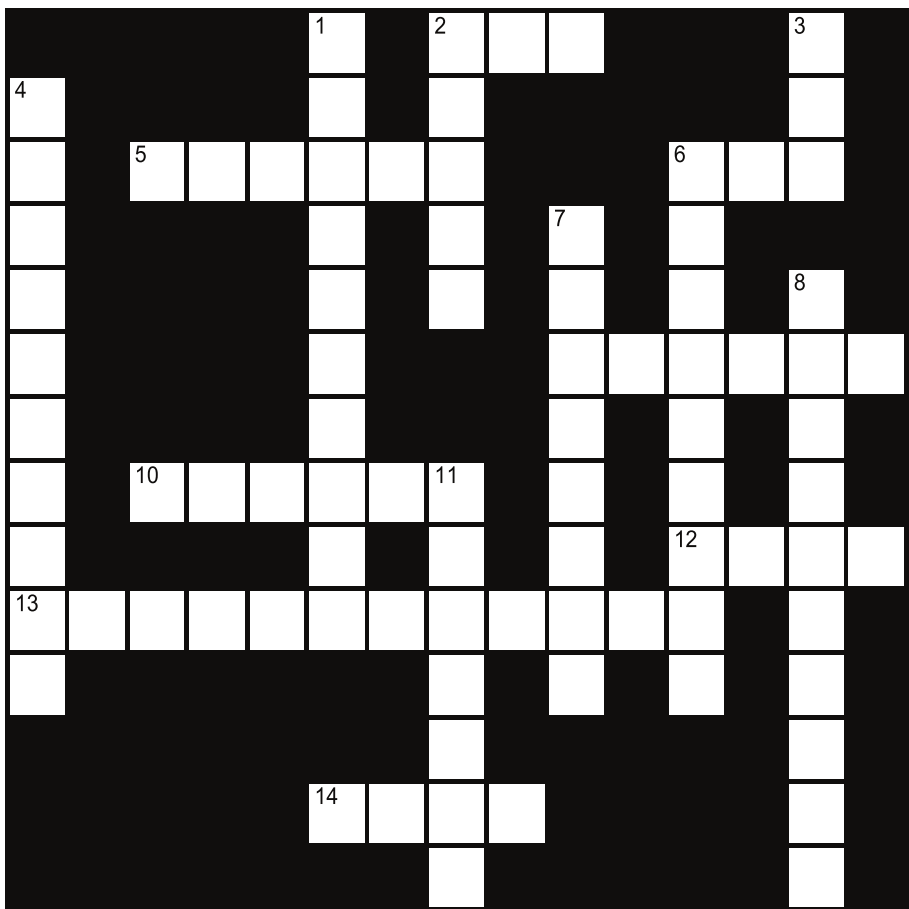


Marche Action Climat
11 avril 2015 à Québec
(www.actionclimat.ca). Dé-
part en autobus de Trois-
Rivières (pour réserver
une place : acauchon@
equiterre.org)

Gabriel Nadeau-Dubois
au Salon du livre de Trois-
Rivières (hôtel Delta) , le
29 mars 2015



SYNDICALISME



HORIZONTALEMENT

2. Cette centrale syndicale est très pré-
sente dans le secteur public québécois,
notamment dans le secteur de la santé
et des services sociaux et est porteuse de
nombreuses revendications pour le bien
commun
5. La syndicalisation dans ce secteur d’ac-
tivité a fortement contribué à mettre fin
au patronage caractéristique de l’ère « Du-
plessis »
6. Regroupement à l’origine exclusivement
du personnel du monde de l’enseignement,
cette centrale syndicale regroupe mainte-
nant des membres oeuvrant dans l’ensem-
ble du secteur public et para-public. Des
services publics de qualité, notamment en
matière d’éducation, sont au cœur de ses
revendications
9. Elle est une des pionnières du syndica-
lisme ouvrier au Québec notamment dans
le domaine du textile pour lequel elle mi-
lite dès les années 1940
10. L’origine des syndicats avait pour objet
la promotion et la défense de ceux des tra-
vailleurs et travailleuses / Pouvoir de faire
quelque chose
12. C’est à Shawinigan, lors d’un conflit
de travail, que la CSN a mis sur pied le
premier de ces organismes d’aide aux
consommateurs
13. Être syndiqué permet habituellement
d’améliorer celle-ci/ Consiste à rétribuer
personne en contrepartie du travail effec-
tué
14. Cet institut de recherche québécoise a
la réputation de s’en prendre souvent aux
syndicats

VERTICALEMENT

1. Valeur fondamentale que les syndicats
mettent de l’avant pour appuyer leurs re-
vendications / Lien social d’engagement ré-
ciproque entre des personnes
2. Berceau du syndicat à Trois-Rivières, un
édifice de la rue Royale porte ces cinq lettres
gravées sur le haut de sa façade
3. Cette centrale syndicale a créé le Fonds de
solidarité destiné à soutenir les entreprises
québécoises et la création d’emplois au Qué-
bec / plus important regroupement syndical
du Québec
4. Les études internationales indiquent que
dans les pays à forte présence syndicale, la
répartition de la richesse l’est davantage
6. L’attachement à la défense des droits des
travailleurs ne s’est jamais démenti chez ce
syndicaliste québécois, légendaire pour son
franc parlé coloré
7. Ce genre de clause proposé dans les né-
gociations pour créer deux catégories d’em-
ployés aux avantages distincts est fortement
dénoncée par les syndicats soucieux d’équité
intergénérationnelle
8. Principe de base au cœur des conventions
collectives et qui prend en compte les an-
nées de travail au sein du milieu de travail
11. On dit que la présence des syndicats
contribue à assurer que les emplois le soient
davantage/ Dont le caractère est équilibré

SOLUTION EN PAGE 2



**Branché et ouvert sur le monde, le Québec compte des milliers de
jeunes Québécois et Québécoises qui parcourent les continents
et y réalisent, parfois, des projets dans le cadre de séjours de
coopération. Petite fenêtre sur un monde en changement, la chro-
nique Carte postale se veut un clin d’œil à ces ambassadeurs et
ambassadrices de notre esprit d’entraide et de solidarité.**

Bonjour les ami.e.s!
Il fait un temps extraordinaire! Je suis à Cuba dans un petit village d’à peine 150
« âmes » nommé Guama. Les gens semblent heureux même s’ils sont très isolés.
J’ai été surpris d’y trouver une école qui dessert seulement 10 élèves! Le plus éton-
nant, c’est qu’il y a trois professeurs pour leur enseigner... et qu’ils disposent de
5 ordinateurs et d’un téléviseur pour suivre des cours à distance. J’ai demandé à
une mère pourquoi son fils n’allait pas à l’école la plus proche, où il y a un grand
nombre d’élèves et plus de services. Elle m’a répondu : « Oui mais il ne pourrait pas
venir dîner à la maison! »
Lorsque je leur ai raconté qu’il m’était déjà arrivé, à la suite d’une blessure, de
devoir attendre 8 heures à l’urgence avant de voir un médecin, ils ne me croyaient
simplement pas. En effet, leur village dispose d’une clinique médicale où tra-
vaillent un médecin et une infirmière qui ont assez de temps pour faire des visites
à domicile. J’ai été étonné d’apprendre que, lorsqu’une femme est enceinte, le méde-
cin se rend chez elle chaque semaine et qu’un mois avant son accouchement, elle
se rend en ville toutes dépenses payées pour séjourner dans une maison de mater-
nité où elle se fait dorloter!!! Ça donne quasiment le goût de faire des enfants...
un abrazo fuerte!!!
Pierre

**L’aventure vous inspire?! Le CS3R cherche un participant pour un
stage. Contactez Jean-Thomas Houle au 819 373-2598 poste 310**



2015 : Un printemps qui promet

Le « club des next » donne la parole aux jeunes de la Mauricie. Pour avril, Jimena Aragon - Étudiante au Cégep de Trois-Rivières

«Je préfère mourir debout que de vivre à genoux». Cette citation me fait penser aux événements d’il y a trois ans alors que des milliers d’étudiants et d’étudiantes déclenchaient une grève générale illimitée pour faire du Printemps Érable la plus grosse manifestation étudiante que le Québec ait jamais vue. Malheureusement,

les médias : études retardées, argent et temps perdus. Plusieurs ont l’impression que faire la grève équivaut à se plaindre pour rien, alors qu’en fait nous nous battons pour eux et pour les générations à venir. Tant et aussi longtemps que la grève suscitera cette peur irrationnelle chez les étudiants de Trois-Rivières, impossible

Cette année, plusieurs s’attendent à ce que le Québec connaisse une troisième grève générale étudiante en dix ans, assortie cette fois-ci d’une grève sociale majeure (...) Les étudiants de Trois-Rivières emboîteront-ils le pas?

les Québécois ont la mémoire courte et nous voilà de nouveau aux prises avec un gouvernement libéral qui, cette fois-ci, a l’intention de couper non seulement dans l’éducation, mais aussi dans plusieurs de nos services publics. Lors du printemps 2012, les mandats de grève et les manifestations sont devenus de plus en plus communs allant même jusqu’à l’annulation de la session de nombreux étudiants. Cette année, plusieurs s’attendent à ce que le Québec connaisse une troisième grève générale étudiante en dix ans, assortie cette fois-ci d’une grève sociale majeure. Quelques associations étudiantes universitaires et collégiales ont déjà reçu ou recevront bientôt un mandat de grève. Les étudiants de Trois-Rivières emboîteront-ils le pas? Visiblement, nombre d’entre eux ont peur de la grève. Non pas qu’ils aient peur de manifester afin de soutenir leur cause, mais plutôt de l’image qu’on projette de celle-ci dans

d’aller rejoindre nos pairs dans les grandes rues de Montréal. Alors que le printemps 2015 arrive à grands pas, le défi des étudiants qui tentent de mobiliser leurs collègues ne sera pas tant de les convaincre des méfaits de l’austérité que de les rassurer. Il faut les convaincre que même si leur session devait être annulée, quatre mois dans une vie c’est très peu quand il s’agit de défendre ses droits. Il faut qu’ils voient qu’on est tous dans le même bateau et que notre but ne sera jamais de leur causer du tort, mais bien de se tenir debout pour les générations futures. Une chose semble claire : le gouvernement Couillard ne cessera pas ses coupes sauvages en éducation si on n’agit pas. « Je préfère mourir debout que de vivre à genoux » oui. Par contre, si on est tous ensemble à lutter et à se tenir debout, notre mouvement gagnera en force. Ayons confiance en notre pouvoir, au printemps 2015, on va s’en sortir ensemble.



SOURCE: BLOGUE.JPMONETTE.NET

La Gazette de la Mauricie recrute pour son comité de rédaction jeunesse!

Vous êtes âgé de 17 à 30 ans? Vous avez la piqure du journalisme?

La Gazette publiera à chaque numéro une page spécifiquement dédiée aux initiatives citoyennes auxquelles participent activement des jeunes de niveau secondaire 5 et plus. Une équipe de rédaction jeunesse est en voie de formation...

Une chance unique d’acquérir une première expérience en journalisme!
Ça t’intéresse? Écris-nous à info@gazettemauricie.com
Enseignants en 5^e secondaire et au collégial :

Parlez-en à vos élèves!

lagazette
DE LA MAURICIE

Média indépendant, Sans but lucratif, Au service du bien commun

30 ans de présence active
SYNDICAT DES CHARGÉS DE COURS UQTR

Syndicat.Charge.Cours@UQTR.Ca - www.SCFP2661.Org
C.P. 500, Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7
(819) 376-5044



Un printemps effervescent



E  **ERVESCE**
communication|marketing

Une équipe qui vous accompagne en transparence

Trois-Rivières
T.819 698-4049

Shawinigan
T.819 534-3033

effervescencecm.com